

et les mêmes augmentations dans tous les domaines de la vie économique. On l'a appelé le régime "Blasting Bennett". Aujourd'hui, nous avons un nouveau gouvernement qui suit à la lettre ce que le gouvernement de 1930 a fait. On l'appellera le "15% Diefenbaker government". Le résultat pour le peuple est le même. C'est la misère, les mêmes difficultés. C'est le coût de la vie qui augmente, et les gens sont impuissants à trouver le nécessaire pour vivre d'une façon raisonnable.

Pourtant, ces mêmes messieurs, quand ils étaient de ce côté-ci de la Chambre, se plaignaient à dire qu'ils pouvaient tout administrer sans augmenter les impôts, n'ayant qu'à réduire les dépenses, et ils ont tout promis. Aujourd'hui, ils ne cessent de faire des excuses pour nous dire qu'ils sont obligés d'agir de cette façon. Ils sont obligés de ce faire parce qu'ils se sont placés eux-mêmes dans la situation qui les force à agir ainsi. C'est pourquoi je prétends que le présent gouvernement a manqué à son devoir en essayant simplement de capter le pouvoir par des promesses irréalisables. Nos amis ont critiqué le budget Harris qui pourtant, on le voit maintenant, était un budget sérieux et intelligent fondé sur un raisonnement qui avait pour but de trouver un plan susceptible d'enrayer l'inflation en même temps que de diminuer le chômage. Aujourd'hui, après avoir blâmé le gouvernement précédent pour quelques augmentations d'impôts, on ne se gêne pas pour taxer tout le monde; de fait, seuls les animaux à quatre pattes ne le sont pas.

Monsieur le président, j'ai parlé des besoins du travailleur organisé de réclamer des augmentations de salaire et je crois que cela devient nécessaire à cause de l'incurie du présent gouvernement. Mais il y a un danger également, c'est que certains éléments profitent de la situation difficile dans laquelle se trouve le travailleur organisé pour essayer de s'infiltrer dans nos groupes ouvriers. Ils ont réussi, à certains endroits, à y faire pénétrer des Knowles, et il y avait déjà un Forsey pour préparer le terrain. Et de cette façon, on est en train d'amener le monde ouvrier organisé dans le domaine politique, chose extrêmement dangereuse. Au lieu de servir l'ouvrier, on est en train de l'asservir. Cette idée n'est pas nouvelle, puisqu'on a tenté de la réaliser aux États-Unis en 1920. C'est une idée contre laquelle le monde ouvrier devrait réagir, car lorsqu'elle a été mise de l'avant aux États-Unis, en 1920, des chefs intelligents comme les Lewis, les Hutcheson et les Gompers se sont opposés d'une façon radicale à l'empiétement des politiciens dans le monde du travail organisé.

[M. Caron.]

*La Patrie du dimanche* du 4 janvier publiait un article de M. Manuel Maître, lequel se lit ainsi:

Le Canada, jeune pays plein d'avenir, mais perméable aux aventures politiques, semble malheureusement vouloir se jeter dans la gueule du loup sans songer à bénéficier des fruits de l'expérience d'autrui. En effet, ce n'est pas prophétiser, mais voir clair, de dire que nos syndicats nationaux et nos unions affiliées à celles des États-Unis et qui sont une nécessité vitale pour le monde entier,—convenons-en,—vont demain se rallier sous la bannière unique du CTC (en commençant par notre CTCC) et par là, devenir l'instrument docile et bien discipliné du CCF qui lancera la masse ouvrière, passive ou militante, dans la grande aventure de la bataille électorale aux prochaines élections fédérales, devenant peut-être un redoutable adversaire pour le parti conservateur en remplaçant le parti libéral très affaibli en maintes provinces. Un homme prévenu en vaut deux, dit le proverbe. Que les Canadiens... réfléchissent bien avant, car après il sera trop tard. Il sera trop tard si un gouvernement socialiste prend un jour les rênes du pouvoir à Ottawa, car ce serait peut-être la porte ouverte au communisme à plus ou moins longue échéance. En définitive, souhaitons que le syndicalisme reste "en dehors de la politique" au Canada comme ailleurs, afin d'éviter les dangereux excès où cela risquerait de nous conduire.

J'ai en main un article écrit par M. Hutcheson qui était un chef ouvrier américain en 1920 et qui a empêché les unions de tomber dans un mouvement politique. Voici ce qu'il disait:

Depuis quelque temps, sous l'habile direction de certains politiciens...

Monsieur le président, je me vois obligé d'en passer, parce que mon temps de parole ne me permettra pas de tout citer.

(Traduction)

Personne ne niera l'importance de l'action politique de la part des salariés dans leur lutte constante pour redresser les torts et pour assurer aux ouvriers des chances réelles et égales sur le plan de la vie, de la liberté et de la recherche du bonheur.

(Texte)

Cela était écrit en 1920 par M. Hutcheson:

(Traduction)

Des divergences surgissent non pas à l'égard du principe de l'action politique, mais dans la mesure où le déterminisme économique syndical devrait être complété par la puissance politique et où l'influence des salariés devrait se manifester.

On reconnaît facilement qu'il est possible d'améliorer l'exercice efficace de la puissance politique des salariés. *Les dangers que présente l'exercice de cette puissance au point de vue de la pure ingérence politique* (c'est nous qui soulignons) sont illustrés de façon convaincante dans le rapport du conseil exécutif... Étant donné la tendance de plus en plus marquée à placer l'employé des services d'utilités publiques et semi-publiques sous la gouverne publique et gouvernementale, le besoin croît de resserrer plus étroitement les forces de la main-d'œuvre dans toutes leurs diverses manifestations et de façon à ne pas entraver la liberté des ouvriers de choisir et d'agir. Rendre inefficace